

LA CHAMBRE DES COMMUNES

PRÉSENCE À LA TRIBUNE DU PRÉSIDENT ET DE MEMBRES DE LA CHAMBRE DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST

Mme le Président: Je voudrais signaler à la Chambre la présence dans notre tribune de l'honorable Don Stewart, président de la Chambre des Territoires du Nord-Ouest.

Des voix: Bravo!

Mme le Président: Il est accompagné aujourd'hui de l'honorable Arnold McCallum, ministre du Développement économique et du Tourisme, et de l'honorable James Wah-shee, ministre du gouvernement local et de quelques députés de l'Assemblée législative.

Des voix: Bravo!

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA CAMPAGNE DE VENTE D'OBLIGATIONS DU GOUVERNEMENT D'ISRAËL

M. Ian Watson (Châteauguay): Madame le Président, j'ai une question à poser au premier ministre.

M. Nielsen: Dont vous lui avez donné avis.

M. Watson: Comme le sait le premier ministre, le général Sharon est l'ex-ministre israélien de la Défense qui avait l'ultime responsabilité d'honorer l'obligation qu'avait Israël aux termes de la Convention de Genève de protéger les habitants des territoires occupés, l'homme qu'une commission d'enquête israélienne a jugé responsable du massacre de civils innocents et non armés, dont le nombre a été estimé par ailleurs à plus de 2,500, hommes, femmes et enfants. Ce brave général israélien sera ce soir au Ritz-Carleton de Montréal pour vendre des obligations du gouvernement d'Israël.

Sans vouloir souligner l'inconscience choquante des organismes qui ont invité M. Sharon au Canada, je me demande si le premier ministre voudrait conseiller les Canadiens qui songent à acheter des obligations du gouvernement d'Israël qui, compte tenu de l'actuelle politique israélienne d'occupation de la rive occidentale du Jourdain, représentent un merveilleux investissement dans l'instabilité mondiale et les troubles au Moyen-Orient.

M. Hnatyshyn: Envoyez-les à Jim Fleming.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, le député me demande conseil. J'ai bien peur que, pour ce qui est de la question du Moyen-Orient, je ne sois pas en mesure de fournir en ce moment même des conseils qui satisfassent les deux côtés.

Des voix: Oh, oh!

M. McKinnon: C'est ce que l'on dit depuis 2,000 ans.

Questions orales

LES FINANCES

LE COMMUNIQUÉ PUBLIÉ À L'ISSUE DU SOMMET DE WILLIAMSBURG CONCERNANT LA RÉDUCTION DES DÉFICITS DES GOUVERNEMENTS

Mlle Pat Carney (Vancouver-Centre): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Le ministre représentait le Canada au sommet de Williamsburg, et il s'est associé aux six autres pays pour publier un communiqué conjoint selon lequel tous les pays s'engagent à réduire les déficits budgétaires de façon que les taux d'intérêt baissent et à comprimer les dépenses gouvernementales. Nous nous réjouissons de ces intentions puisqu'elles reflètent la position du parti conservateur. Toutefois, le ministre peut-il expliquer comment il entend respecter cet engagement alors que son déficit, selon les dernières prévisions, devrait s'accroître de 50 p. 100 cette année et que les dépenses de son gouvernement augmentent deux fois plus vite que l'inflation?

M. Fisher: C'est la même question qu'hier. Pas un mot de changé.

L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances): Madame le Président, dieu merci, les dirigeants des autres pays ont une vision plus large de cette question que le parti conservateur du Canada. Aucun des pays en cause ne parle de réduire immédiatement son déficit. Nous avons tous convenu, que ce soit les États-Unis, le Canada ou les autres pays, que cette mesure devra s'appliquer progressivement et à moyen terme. En conséquence, à l'unanimité, nous avons décidé de prendre des mesures pour réduire les déficits budgétaires surtout, comme le précise le communiqué, en contrôlant les dépenses publiques.

J'ai signalé dans mon budget d'avril, dont je me ferai un plaisir d'envoyer un exemplaire au député, que le gouvernement du Canada s'engageait à ne pas laisser ses dépenses progresser plus vite que la croissance générale du PNB au cours des prochaines années. Ainsi, le déficit gouvernemental baissera graduellement mais sûrement par rapport au PNB. Nous continuerons de prendre cette question au sérieux et d'agir de façon responsable, sans prendre de mesures brutales aux dépens des citoyens qui ont actuellement besoin d'aide et de soutien.

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

Mlle Pat Carney (Vancouver-Centre): Ma question supplémentaire s'adresse également au ministre des Finances. Ce qu'il dit ne correspond guère au comportement du gouvernement, qui a réussi à doubler la dette nette accumulée au cours des trois dernières années et prévoit la doubler à nouveau au cours des trois prochaines.

Des voix: Bravo!

Mlle Carney: Parlant au nom du Canada, le ministre des Finances a déclaré aux États-Unis qu'ils devaient réduire leur déficit budgétaire, qui s'établit à quelque 200 milliard de dollars, pour faire baisser les taux d'intérêt. Il les a avertis que la persistance de taux d'intérêt élevés pourrait étouffer la relance économique. Bien entendu, c'est ce que nous avons dit de son propre déficit budgétaire. Pourquoi le ministre demande-t-il aux États-Unis de réduire leur déficit alors qu'il augmente le sien? Pourquoi n'est-il pas prêt à pratiquer ce qu'il prêche?